



11/07/2017 Mise à jour : 12 juillet 2017 | 10:00

Démissions au CUSM: les syndicats réclament l'intervention de Couillard

Par Romain Schué Métro



Après la démission lundi de dix administrateurs du conseil d'administration du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), les trois syndicats de l'établissement réclament l'intervention «urgente» du premier ministre Philippe Couillard pour rassurer les professionnels de santé et les patients de l'hôpital.

«Les ponts de communication entre nous et le ministère de la Santé sont brisés et c'est très inquiétant, assure Denyse Joseph, présidente du Syndicat des professionnelles en soins (SPSICR). On ne parle pas d'une machine mais d'un hôpital qui traite et aide des patients. S'il y a un problème dans l'organisation, c'est toute la population qui va en souffrir.»

À l'instar du SPSICR, deux autres organisations syndicales ont décidé de hausser le ton après la décision prise lundi par dix des 19 administrateurs de claquer la porte. Ceux-ci dénonçaient notamment «l'impasse» qu'ils vivaient ainsi que le manque de dialogue avec le ministre Gaétan Barrette.

«On les comprend, indique Sandra Etienne, présidente de l'exécutif local de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS). Ces démissions devraient être entendues par Philippe Couillard comme un cri du cœur.»

Une rencontre réclamée

«Si le premier ministre ne nous entend pas, ce serait irresponsable», renchérit Manuel Fernandes, président par intérim du Syndicat des employés (CSN), qui «salue le courage» des administrateurs démissionnaires, alors que l'établissement a connu de nombreuses coupes budgétaires ces dernières années. Ce dernier demande au gouvernement «d'écouter les positions des médecins, des infirmiers et des patients qui s'entendent tous pour dire qu'il y a un problème.»

Ces trois syndicats, qui réunissent près de 10 000 professionnels de santé, réclament également une rencontre au CUSM avec Philippe Couillard et l'ensemble des administrateurs, y compris les démissionnaires. «C'est urgent, ajoute Denyse Joseph, tout en reprochant «la loi de l'omerta depuis l'arrivée de M. Barrette». Le premier ministre doit cesser de faire la sourde-oreille, sortir de son mutisme et réagir.»

«Le chef du gouvernement doit absolument faire quelque chose et dire à son ministre [Gaétan Barrette] d'écouter les gens de l'hôpital et de respecter cette institution.» – Manuel Fernandes, président du Syndicat des employés

Des nominations «rapidement»

Si le cabinet du premier ministre est resté silencieux aux demandes de *Métro*, le ministre Gaétan Barrette précise «qu'il n'y a pas de problème pour le fonctionnement du CUSM» puisque le conseil d'administration ne siège pas durant l'été. «Nous procéderons rapidement à la nomination de nouveaux membres du conseil d'administration», écrit, par courriel, l'attachée de presse du ministre, Julie White, qui explique vouloir «rassurer la population».

Alors que les syndicats dénoncent également le poste vacant de président-directeur général depuis le départ de Normand Rinfret en septembre 2016, le cabinet de Gaétan Barrette promet une nomination «dans les meilleurs délais possibles». «Notre objectif est que le tout ce soit réglé d'ici la fête du Travail», reprend l'attachée de presse de M. Barrette, qui prévoit de convoquer ces syndicats «pour une rencontre d'ici la fin de la semaine.»

D'autres démissions à venir?

Ces démissions en bloc pourraient-elles entraîner une vague de révolte dans les autres établissements du Québec? C'est ce qu'imagine le directeur de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP), Michel Nadeau. «De plus en plus de membres de différents conseils d'administration des CIUSSS et des autres hôpitaux vivent la même expérience, note M. Nadeau. D'autres démissions sont à prévoir.»

Le patron de l'IGOPP reproche au ministre de la Santé un «manque de leadership et de gouvernance». «On ne délègue rien aux conseils d'administration et les membres se disent qu'ils ne servent à rien, souligne-t-il. Si on veut établir une véritable décentralisation, le rôle du ministre est d'envoyer des priorités, un budget puis, de laisser une marge aux établissements. Ensuite, si le conseil d'administration ne livre pas la marchandise, il peut y avoir des coupes. Mais là, on ne leur transmet aucune attente et ces structures n'ont aucun pouvoir.»

Afin d'obtenir un poids plus important dans les prises de décision, les trois syndicats du CUSM souhaitent également un siège, au minimum, au sein du futur conseil d'administration de l'établissement. Le cabinet du ministre Barrette n'a pas réagi à cette demande.